

Vers une situation révolutionnaire en Afrique noire

L'Afrique Noire sous domination française poursuit son évolution vers une situation révolutionnaire qui intéressera non plus seulement un secteur particulier — tel le Kamerun, qui est aujourd'hui à la pointe du combat anti-impérialiste — mais l'ensemble de cette vaste région.

L'impérialisme français avait espéré un répit grâce aux dispositions de la loi-cadre, qui accordait aux Africains une autonomie de pacotille en échange du maintien de leur division. Dépassée avant même d'être appliquée, elle a manqué son but. Toutes les couches de la bourgeoisie française sont unanimes sur ce point.

Elles divergent, en revanche, en ce qui concerne l'ampleur des nouvelles concessions à faire, ce qui a sa traduction au niveau du gouvernement français dont les ministres sont divisés sur ce problème comme l'a reconnu Gaillard à l'Assemblée Nationale, le 27 mars, dans sa réponse à Mitterrand.

Ce dernier se faisait le porte-parole de couches importantes de la bourgeoisie, qui désirent vivement éviter une nouvelle guerre du Viet-Nam et une nouvelle « pacification » de l'Algérie.

Ces couches « réformistes » n'agissent évidemment pas dans le but désintéressé d'appuyer la cause de l'émancipation africaine, mais estiment que les intérêts supérieurs de la classe bourgeoise française commandent de faire une réponse sérieuse aux demandes formulées par les grandes organisations africaines (R.D.A. — Convention Africaine — M.S.A., etc...).

Ces mouvements commencent à connaître en effet certaines difficultés pour faire prendre patience aux couches populaires nombreuses qui les suivent. Sur le plan syndical, par exemple, l'accession de leaders R.D.A., senghoristes et socialistes aux postes gouvernementaux dans les territoires n'a pas empêché l'U.G.T.A.N. — où des éléments favorables à ces divers groupements politiques ne manquent pas — de mener des actions revendicatives très gênantes pour les nouveaux ministres éminemment soucieux de passer pour des « hommes d'Etat responsables ».

La jeunesse — notamment les étudiants — leur donne de multiples soucis et la récente création du Parti Africain de l'Indépendance leur fait pressager de nouveaux ennuis, cette fois sur le plan politique.

Menacés ainsi sur leur droite et sur leur gauche, les partis traditionnels de l'Afrique noire ont entamé dans la dernière période une sorte de contre-offensive dont nous allons énumérer les principales actions :

— Contre les fractions encore majoritaires de la bourgeoisie française qui, faute de politique précise, ont choisi de temporiser en multipliant déclarations de bonne volonté et obstacles juridiques (comme la nécessité de réviser le titre VIII de la Constitution « préalablement » à de nouvelles réformes), les grands partis africains agissent au Parlement, dans les antichambres ministérielles et dans la presse métropolitaine. L'interpellation de Mitterrand, dont nous avons parlé et qui avait un tour pathétique, rentre dans ce cadre, de même que les interviews et les déclarations aux journaux parisiens « bien intentionnés » du type *Le Monde*.

Tout récemment, le 7 avril, le Grand Conseil de l'A.O.F., dont une grande partie des membres sont affiliés à ces partis, votait « à l'unanimité et par acclamations » une importante résolution demandant qu'un gouvernement fédéral, pour l'ensemble de l'A.O.F., doté de réels pouvoirs soit institué sans qu'il soit tenu compte du « préalable » de la révision du Titre VIII.

— Contre leur gauche, les partis africains à directions et programmes conciliateurs n'hésitent pas à user d'autres moyens moins conciliants.

Ce n'est certainement pas sans que Senghor et Dia, leaders de la Convention africaine et, le second, vice-président du Conseil de Gouvernement du Sénégal, aient été tenus au courant que

le premier secrétaire du Parti Africain de l'Indépendance, Majhemout Diop, vient d'être arrêté à Rufisque (Sénégal) pour de prétendus « outrages à magistrat ».

On sait, par ailleurs, qu'à plusieurs reprises « l'Étudiant d'Afrique noire », organe de la F.N.E.A.N.F. a été saisi. Par leur inactivité totale à combattre la répression impérialiste, les dirigeants des partis conciliateurs s'en font les complices. Elle sert d'ailleurs leur dessein : Garder leur emprise sur les masses africaines pour obtenir un compromis qui aurait pour effet :

— d'accroître le poids des couches bourgeoises autochtones dans l'activité économique; autrement dit de recevoir une part plus grande des bénéfices réalisés par l'exploitation des masses africaines, ce qui leur permettrait de se développer comme une véritable classe sociale alors qu'elles n'en constituent encore que des embryons.

— De garder la présence militaire du colonialisme en tant que garde-chiourme de la « Propriété » française et africaine.

Cela définit essentiellement le contenu de la « Communauté Franco-Africaine », revendiquée par les grands partis africains.

Dans le cadre de leur contre-offensive, visant à la réalisation rapide de ces objectifs et pour

pallier leur faiblesse économique, les directions bourgeoises de ces partis ont entrepris de s'unifier malgré les difficultés certaines que cela comporte et qui ont pour racines principales non pas tant les rivalités d'étiquette politique que des concurrences économiques entre territoires.

La Conférence tenue au Palais-Bourbon et les suites qu'elle vient d'avoir ont ramené les diverses formations à deux groupes principaux : Le R.D.A. d'une part et d'autre part toutes les autres formations rassemblées sous le nom de Parti du Regroupement Africain (P.R.A.).

**

Actuellement, la situation africaine peut ainsi se résumer :

— L'impérialisme désire faire des concessions mais ne peut en faire immédiatement de substantielles.

— Le mouvement africain « officiel », pour diverses raisons, en vient à les exiger de plus en plus importantes et dans des délais raccourcis.

De cette contradiction majeure peut résulter, à brève échéance, une irruption des masses sur la scène politique qui bousculeraient les plans des uns et des autres.

F. DESCHAMPS.

Libérez MAJHEMOUT DIOP, secrétaire du P. A. I. !

Le Premier Secrétaire du Parti Africain de l'Indépendance, MAJHEMOUT DIOP, vient d'être arrêté au Sénégal peu après son retour de Paris.

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une déclaration de ce parti relative à cette arrestation. Ils ne nécessitent aucun commentaire, tant ils expriment clairement et les causes de l'arrestation et la volonté de combat que celle-ci ne fera que stimuler.

Nous voulons assurer les militants africains, et plus particulièrement ceux du P.A.I. de notre solidarité totale contre la répression impérialiste dont ils sont l'objet. Il importe que soit dénoncée à côté de la tragique et sombre répression qui frappe le peuple algérien celle qui s'abat également contre les militants de l'Afrique noire. C'est au fond la même répression, de la part des mêmes gens — qui sont les ennemis communs des peuples colonisés et des travailleurs français.

Majhemout Diop, premier Secrétaire du P.A.I., a été l'objet d'une arrestation suivie d'un mandat de dépôt du juge d'instruction du Parquet de Dakar le vendredi 14 mars 1958 à son domicile de Rufisque sous le chef d'inculpation d'outrage à magistrat.

Le motif de cette accusation, c'est le meeting tenu le 8 mars par la section du P.A.I. de Rufisque sur la Conférence de Regroupement des Partis Africains à Paris, meeting d'abord autorisé par le Maire de Rufisque, puis arbitrairement interdit par la police et le même Maire.

Majhemout Diop a récemment dirigé la délégation du P.A.I. à la Conférence des Partis Africains tenue à Paris du 15 au 17 février 1958. Le P.A.I. a été le premier à proposer cette rencontre, à la tribune du Congrès R.D.A. de Bamako. Comme chacun sait, les dirigeants du R.D.A., de la Convention Africaine, du B.P.S., du M.S.A., les Sekou Toure, d'Arbousier, Houphouët, Diallo Seydou, Modibo Keita, Senghor, Dia Mamadou, La Abdoulaye, Zinsou, Bakary Djibo et Cie... ont « exclu » la délégation du P.A.I. de la Conférence en disant qu'ils étaient, eux, tous d'accord, pour la « Communauté Franco-Africaine », alors que le P.A.I., lui, ne veut que l'indépendance. Il est certain que le P.A.I. les gêne parce qu'il est pour eux un reproche vivant et que son action tend à soustraire les masses de leur influence cor-

ruptrice pour les engager dans la lutte effective contre la domination étrangère.

Le Parti Africain de l'Indépendance a proclamé dès sa naissance et réaffirmé plus d'une fois dans son organe « La Lutte » que sa mission est d'être l'organisateur, le porte-parole et le guide de la lutte des masses africaines pour leur libération totale. Cette mission il l'accomplira jusqu'au bout.

En préférant la voie de la lutte qui seule peut mener à l'indépendance et au socialisme, à la voie de la conciliation, le P.A.I. a la claire conscience qu'il n'y a pas de roses sans épines, pas de combats valables sans sacrifices, pas de bonheur possible sans combat.

Il sait que la lutte à mener comporte des risques, exige des sacrifices. Le Parti accepte ces risques, il consent à ces sacrifices nécessaires pour le salut du Pays. Le peuple vietnamien a enduré sept années de guerre et de répressions sanglantes. Il est aujourd'hui indépendant. Le peuple algérien, dans un magnifique sursaut national fait face, héroïquement, depuis trois ans, à la plus massive et à la plus atroce des guerres. L'Algérie est aujourd'hui face à sa liberté.

En conclusion nous sommes, quoi qu'il en soit, plus que jamais décidés à continuer notre lutte, malgré la répression et les obstacles.